



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Recueil spécial 179.2023 - édition du 02/08/2023



Réf. : 2023-128

Nice, le

**Arrêté préfectoral
Portant sur le règlement de police du télésiège du Camp d'Argent 1
de la station de ski de Turini sur la commune de la Bollène Vésubie**

Le préfet des Alpes-Maritimes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code du Tourisme, et notamment ses articles L. 342-7 et L. 342-15, R. 342-19 ;

Vu le Code des Transports, notamment ses articles L. 1251-2 et L. 2241-1 ;

Vu l'article R. 342-11 du Code du Tourisme ;

Vu le Décret n° 2016-541 du 3 mai 2016 relatif à la sûreté et aux règles de conduite dans les transports ferroviaires ou guidés et certains autres transports publics, et notamment son article 2 ;

Vu l'article 36 de l'arrêté du 7 août 2009 modifié relatif à la conception, à la réalisation, à la modification, à l'exploitation et à la maintenance des téléphériques ;

Vu l'article 42 de l'arrêté du 9 août 2011 relatif à la conception, à la réalisation, à la modification, à l'exploitation et à la maintenance des télésièges ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2011 fixant les dispositions générales de police applicables aux télésièges du département des Alpes-Maritimes ;

Vu l'arrêté n° 2023-461 en date du 26 juin 2023, portant délégation de signature à Monsieur Eric LEFEBVRE, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer des Alpes-Maritimes ;

Vu l'arrêté n° 2023-469 en date du 27 juin 2023, portant subdélégation de signature et de représentation aux directeurs adjoints et aux cadres de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Alpes-Maritimes ;

Vu l'annexe relative à l'article 3 de l'arrêté n° 2011-361-21 du 27 décembre 2011 et annexée au présent arrêté ;

Vu la proposition transmise par l'exploitant « Turini - Nervi » le 31 juillet 2023 ;

Vu l'avis favorable du service technique des remontées mécaniques et des transports guidés (STRMTG) du 1^{er} août 2023 ;

Sur proposition de Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes ;

ARRETE

Article 1 : Disposition générale

Le présent arrêté fixe, en application des dispositions combinées de l'article 2 du décret n°2016-541 du 3 mai 2016 susvisé et l'article R. 342-11 du Code du Tourisme ; le règlement de police du télésiège débrayable « Camp d'Argent 1 » de la station de ski de Turini situé sur la commune de la Bollène Vésubie.

Les usagers sont tenus de respecter le présent règlement et de suivre les instructions particulières que le personnel d'exploitation pourrait être amené à leur donner pour la bonne marche de l'installation et la sécurité.

Article 2 : Lien avec l'arrêté préfectoral fixant les dispositions générales de police

Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2011 susvisé sont applicables au télésiège débrayable « Camp d'Argent 1 » de la station de ski de Turini.

Article 3 : Conditions d'accès des usagers

Usagers hiver

Il est admis au maximum par agrès de remorquage : 1 usager

Sont admis :

- les usagers avec leurs équipements (skis alpins, skis de fond, monoskis, surfs) ;
- les personnes handicapées dans les conditions définies dans l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2011 susvisé ;
- les traîneaux de secours dans les conditions définies dans l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2011 susvisé.

L'accès au téléski est interdit aux usagers qui ne sont pas explicitement mentionnés ci-dessus.

Usagers été

Il est admis au maximum par agrès de remorquage : 1 usager

Sont admis :

- les engins spéciaux figurant dans une liste annexée au présent arrêté et dans les conditions définies dans l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2011 susvisé.

L'accès au téléski est interdit aux usagers qui ne sont pas explicitement mentionnés ci-dessus.

Article 4 : Conditions de transport des usagers

L'accès des personnes demandant des conditions particulières de transport se fait après entente avec l'exploitant.

Article 5 : Article d'exécution

Le présent arrêté sera affiché de façon visible pour les usagers préalablement à leur accès au téléski de « Camp d'Argent 1 ».

Article 6 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Il peut aussi faire l'objet

d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nice dans ce même délai.

Le défaut de réponse de l'administration au recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois après sa réception fait naître une décision implicite de rejet. L'intéressé dispose alors, pour former un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nice, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née la décision implicite de rejet. Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours.

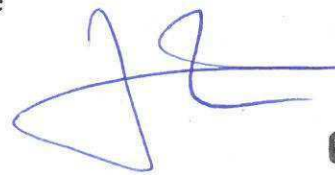
Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens », accessible sur le site internet : « www.telerecours.fr ».

Article 7 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes, monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes, et monsieur le directeur exploitant la station de Turini, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture des Alpes-Maritimes.

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental des territoires et de
la mer,

Pour le directeur départemental des territoires et
de la mer et par subdélégation,

Le chef adjoint du service déplacement risques
sécurité



02 AOUT 2023

Guillaume CHAFFARDON

Station de TURINI – RDP CAMP D'ARGENT 1

Annexe à l'article 3
de l'arrêté préfectoral n° 2023-128

Conformément à l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 2011-361-21 du 27 décembre 2011 fixant les dispositions générales de police applicables aux téléskis du département des Alpes-Maritimes « Pour pouvoir être autorisé, un engin spécial doit être apte à emprunter une remontée mécanique. Cette aptitude peut être évaluée au moyen d'un avis délivré par le STRMTG. »

Le chef d'exploitation autorise les engins spéciaux suivants, sous réserve du respect de conditions d'utilisation définies sur les avis délivrés par le STRMTG.

1) Engins de loisirs pour exploitation estivale :

ROLLERBE	AVEL 737_99_D	DEVALKART CROSS	AVEL 831_14_A
DEVALKART	AVEL 593_99_J	MOUNTAIN CART	AVES 841_17_B

Nice, le

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental des territoires et de la mer,

Pour le directeur départemental des territoires et de la mer
et par subdélégation,
Le chef du service adjoint Déplacements Risques Sécurité


Guillaume CHAFFARDON

02 AOUT 2023



**PRÉFET
DES ALPES-
MARITIMES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale
des Territoires et de la Mer
Service déplacement risques sécurité**

Réf. : 2023-127

Nice, le

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

Portant autorisation d'exploitation de 6 petits trains touristiques routiers de catégorie III sur le territoire de la commune de Cannes

Le préfet des Alpes-Maritimes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de la route ;
- Vu** le décret n° 85-891 du 16 août 1985 modifié relatif aux transports urbains et aux transports routiers non urbains de personnes ;
- Vu** l'arrêté du 4 juillet 1972 relatif aux feux spéciaux des véhicules à progression lente ;
- Vu** l'arrêté du 2 juillet 1982 relatif aux transports en commun de personnes ;
- Vu** l'arrêté du 22 janvier 2015 définissant les caractéristiques et les conditions d'utilisation des véhicules autres que les autocars et les autobus, destinés à des usages de tourisme et de loisirs ;
- Vu** l'arrêté n° 2023-461 en date du 26 juin 2023, portant délégation de signature à Monsieur Eric LEFEBVRE, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer des Alpes-Maritimes ;
- Vu** l'arrêté n° 2023-469 en date du 27 juin 2023, portant subdélégation de signature et de représentation aux directeurs adjoints et aux cadres de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Alpes-Maritimes ;
- Vu** l'extrait Kbis délivré à « la société cannoise de loisirs » et mis à jour le 31 mars 2022 ;
- Vu** la licence de transport n° 2018/93/0000395 autorisant la société « la

cannoise de loisirs » à exploiter les petits trains touristiques jusqu' au 30 septembre 2023 ;

Vu les procès verbaux de visites initiales des 6 petits trains touristiques, aux dates du 20 mai 2009, 08 octobre 2009, 08 juillet 2016, 25 mars 2019, 25 mars 2019 et 03 juillet 2023 et annexés au présent arrêté ;

Vu les procès verbaux de visites techniques périodiques de 5 petits trains touristiques routiers en date du 27 mars 2023 (le 6^{ème} électrique récemment acquis donc exempt de visite annuelle) réalisés par la société APAVE basée à « les Cardoulines – bâtiment B – route des Dolines – Sophia Antipolis – 06 560 Valbonne » ;

Considérant que la société « cannoise de loisirs » a vendu un petit train complet plus 3 remorques d'un autre convoi, et acquis en remplacement du petit train complet vendu, un petit train touristique routier électrique complet de catégorie 3 ;

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation des petits trains touristiques routiers pour des raisons de sécurité ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer des Alpes-Maritimes ;

ARRÊTE

Article 1 : L'arrêté préfectoral permanent n° 2022-31 du 10 mai 2022, relatif à l'autorisation d'exploiter 6 petits trains touristiques routiers sur le territoire de la commune de Cannes est abrogé.

Article 2 : La société « cannoise de loisirs », sise au 65 boulevard de la croisette – 06 400 Cannes ayant, est autorisée à faire circuler 6 petits trains touristiques routiers de catégorie III. Le 6^{ème} tracteur n'est autorisé à circuler qu'en cas de panne d'un des 5 autres petits trains ;

Les immatriculations des 6 petits trains touristiques routiers de catégorie 3 sont les suivantes :

Train n°1

tracteur PRAT : DZ-082-RL ;

remorque 1 : ED-320-VY ;

remorque 2 : ED-334-VY ;

remorque 3 : ED-306-VY ;

Train n°2

tracteur PRAT : AQ-307-LY
remorque 1 : AQ-272-LY ;
remorque 2 : AQ-249-LY ;
remorque 3 : AQ-287-LY ;

Train n°3

tracteur PRAT : FE-288-WE ;
remorque 1 : FE-448-WF ;
remorque 2 : FE-954-WF ;
remorque 3 : FE-465-WE ;

Train n°4

tracteur PRAT : CJ-682-NY ;
remorque 1 : CH-374-ZN ;
remorque 2 : CH-569-SR ;
remorque 3 : CH-367-ZN ;

Train n°5, tracteur de secours (3 remorques vendues)

tracteur PRAT : BN-957-DT.

Train n°6 (nouveau train électrique)

tracteur PRAT : GP-504-ZY ;
remorque 1 : GP-495-ZY ;
remorque 2 : GP-487-ZY ;
remorque 3 : GP-476-ZY ;

Article 3 : Les 5 petits trains touristiques routiers plus le 6^{ème} tracteur sont autorisés à emprunter l'itinéraire suivant :

circuit de la Croisette

circuit initial

- Palais des Festivals ;
- Pont Alexandre III ;
- Port Canto ;
- Palm Beach ;
- Port Canto ;
- Pont Alexandre III ;
- Rue Pasteur ;
- Rue d'Antibes ;
- Rue Félix FAURE ;

- Rue Louis BLANC ;
- La Pantiero ;
- Palais des Festivals.

Circuit de remplacement n°1

- Palais des Festivals ;
- Pont Alexandre III ;
- Port Canto ;
- Palm Beach ;
- Port Canto ;
- Pont Alexandre III ;
- Palais des Festivals.

Circuit de remplacement n°2

- Palais des Festivals ;
- Pont Alexandre III ;
- Port Canto ;
- Palm Beach ;
- Port Canto ;
- Pont Alexandre III ;
- Rue Pasteur ;
- Rue d'Antibes ;
- Rue Félix FAURE ;
- Place Cornut Gentille ;
- La Pantiero ;
- Palais des Festivals.

circuit du Suquet

- Allées de la Liberté Charles de Gaulle ;
- La Pantiero (nord) ;
- Place Bernard Cornut Gentille ;
- Boulevard du docteur GAZAGNAIRE ;
- Boulevard Victor TUBY ;
- Rue des Frères ;
- Place du Suquet ;
- Rue du Pré ;
- Rue Louis PERISSOL ;
- Place de la Castre ;
- Rue de la Castre ;
- Rue Louis PERISSOL ;
- Rue HIBERT ;
- Rue Jean DOLLFUS ;

- Boulevard Jean HIBERT ;
- Quai Saint Pierre ;
- Promenade de la Pantiero (sud) ;
- Place du Général de Gaulle ;
- La Pantiero (nord) ;
- Boulevard de la Croisette.
- Allées de la Liberté Charles de Gaulle.

Article 4 : Les horaires d'exploitation, comme définis dans la convention passée avec la ville de Cannes sont les suivants :

- avril à octobre → 09h00 à 24h00,
- novembre à décembre → 10h00 à 19h00.

Article 5 : Les 5 petits trains plus le 6^{ème} tracteur sont autorisés à circuler à vide (sans passagers) pour se rendre sur le lieu du dépôt au 30 boulevard d'Alsace 06 400 Cannes en empruntant l'itinéraire suivant aller / retour en dehors des heures de pointe de la circulation et feux tournants activés :

Départ dépôt au 30 boulevard d'Alsace :

- Boulevard de la 1^{ère} division française libre ;
- Rue Meynadier ;
- Boulevard de la Croisette ;
- Gare maritime esplanade Pantiero ;

Retour dépôt au 30 boulevard d'Alsace :

- Gare maritime esplanade Pantiero ;
- Boulevard de la Croisette ;
- Rue des Serbes ;
- Rue d'Antibes ;
- Rue Maréchal Foch ;
- Place de la Gare ;
- Rue Jean Jaures ;
- Boulevard de la 1^{ère} division française libre ;
- Boulevard d'Alsace.

Article 6 : Tout projet de trajet différent de ceux mentionnés à l'article 3 devra faire l'objet d'une demande d'avis préalable auprès de Monsieur le maire de

Cannes avant toute autorisation préfectorale.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Il peut aussi faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nice dans ce même délai.

Le défaut de réponse de l'administration au recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois après sa réception fait naître une décision implicite de rejet. L'intéressé dispose alors, pour former un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nice, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née la décision implicite de rejet. Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens », accessible sur le site internet : « www.telerecours.fr ».

Article 8 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes, Monsieur HASSAN, gérant de la société « cannoise de loisirs », Monsieur le maire de Cannes, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique et Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture des Alpes-Maritimes.

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental des territoires et de la mer

Pour le directeur départemental des territoires et de la mer et par subdélégation,

Le chef adjoint du service déplacements-risques-sécurité

Guillaume CHAFFARDON

02 AOÛT 2023

~~La direction régionale et interdépartementale de l'énergie et de l'environnement (DRIEE) (*)~~
~~La direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) (*)~~
~~La direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) (*)~~
Le constructeur (*)

PROCES-VERBAL DE VISITE TECHNIQUE INITIALE D'UN PETIT TRAIN ROUTIER
(Document à annexer à l'arrêté préfectoral d'autorisation)

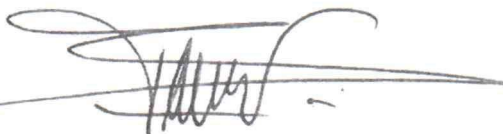
1. Catégorie(s) du petit train routier : **3**
2. Composition de l'ensemble en fonction de la catégorie :
~~Catégorie I : 1 véhicule tracteur et ... remorque (s) (*)~~
~~Catégorie II : 1 véhicule tracteur et ... remorque (s) (*)~~
Catégorie III : 1 véhicule tracteur et 3 remorque (s) (*)
~~Catégorie IV : 1 véhicule tracteur et ... remorque (s) (*)~~
- 2.1. Véhicule tracteur, immatriculé : **DZ - 082 - RL** N° VIN : **VF9L5D2AXFX637007**
N° de réception par type nationale du véhicule tracteur : **L-0002.11.00**
Marque : **PRAT**
Type : **L5D2AX**
Genre : **VASP**
Carrosserie : **NON SPEC**
Accompagnateur : **1**
- 2.2. Remorque n° 1, immatriculée : **ED - 320 - VY** N° VIN : **VF9WP03XBGX637022**
N° de réception par type nationale du véhicule remorqué : **L-0409-99-03**
Marque : **PRAT**
Type : **WP03**
Genre : **RESP**
Carrosserie : **NON SPEC**
- 2.3. Remorque n° 2, immatriculée : **ED - 334 - VY** N° VIN : **VF9WP03XBGX637023**
N° de réception par type nationale du véhicule remorqué : **L-0409-99-03**
Marque : **PRAT**
Type : **WP03**
Genre : **RESP**
Carrosserie : **NON SPEC**
- 2.4. Remorque n° 3, immatriculée : **ED - 306 - VY** N° VIN : **VF9WP03XBGX637024**
N° de réception par type nationale du véhicule remorqué : **L-0409-99-03**
Marque : **PRAT**
Type : **WP03**
Genre : **RESP**
Carrosserie : **NON SPEC**

3. Nombre de passagers transportables en fonction de la catégorie :

	I	II	III	IV
Passagers dans la première remorque :	-	-	25	-
Passagers dans la deuxième remorque :	-	-	25	-
Passagers dans la troisième remorque :	-	-	25	-

Date : *08/07/2016*

Signature ~~DRIEE - DREAL - DEAL~~ - Constructeur (*) :



(*) Barrer la mention inutile.

**Société d'Exploitation des
Ets Michel PRAT**

100 rue Les Escoffers
26380 Peyrins - France
Siren 347 949 927 RCS Romans Sarl au Capital de 15245€



Ex Aigona

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Provence-Alpes-Côte d'Azur

Unité Territoriale de Vaucluse
MIN - Bâtiment D3 - 135, avenue Pierre Semard
84000 AVIGNON

Tél : 04.90.14.24.39
Fax : 04.90.14.24.49

Affaire suivie par Cyril Palombo

Mél : cyril.palombo@industrie.gouv.fr

PROCES-VERBAL DE VISITE TECHNIQUE INITIALE D'UN PETIT TRAIN ROUTIER

(Document à annexer à l'arrêté préfectoral d'autorisation)

1 - Catégorie(s) du petit train routier : catégorie III.

2 - Composition de l'ensemble en fonction de la catégorie :

Catégorie I : 1 véhicule tracteur et remorque(s) (*)

Catégorie II : 1 véhicule tracteur et remorque(s) (*)

Catégorie III : 1 véhicule tracteur et 3 remorques (*)

Catégorie IV : 1 véhicule tracteur et remorque(s) (*)

2.1. Véhicule tracteur :

Immatriculation : 2618 YW 84
Numéro de série : VF9L4D2AX8X637002
Marque : PRAT
Type : L4D2AX
Genre : VASP
Carrosserie : NON SPEC
Accompagnateur : 1

2.2 Remorque n° 1

Immatriculation : 2637 YW 84
Numéro de série : VF9WC03XB8X637004
Marque : PRAT
Type : WC03
Genre : RESP
Carrosserie : NON SPEC

Le 20.07.2009
Paulac. Sest
Bian Regu



Siège :
DREAL PACA
16, rue Antoine Zattara
13332 MARSEILLE cedex 3

~~La direction régionale et interdépartementale de l'énergie et de l'environnement (DRIEE) (*)~~
~~La direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) (*)~~
~~La direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) (*)~~
Le constructeur (*)

PROCES-VERBAL DE VISITE TECHNIQUE INITIALE D'UN PETIT TRAIN ROUTIER
(Document à annexer à l'arrêté préfectoral d'autorisation)

1. Catégorie(s) du petit train routier : **3**

2. Composition de l'ensemble en fonction de la catégorie :

~~Catégorie I : 1 véhicule tracteur et ... remorque (s) (*)~~

~~Catégorie II : 1 véhicule tracteur et ... remorque (s) (*)~~

Catégorie III : 1 véhicule tracteur et 3 remorque (s) (*)

~~Catégorie IV : 1 véhicule tracteur et ... remorque (s) (*)~~

2.1. Véhicule tracteur, immatriculé : **FE - 288 - WE** N° VIN : **VF9L6D2AXJX637006**

N° de réception à titre isolé du véhicule tracteur : **RTI-18-12593-26**

Marque : **PRAT**

Type : **L6D2AX**

Genre : **VASP**

Carrosserie : **NON SPEC**

Accompagnateur : **1**

2.2. Remorque n° 1, immatriculée : **FE - 448 - WF** N° VIN : **VF9WP03XBKX637001**

N° de réception par type nationale du véhicule remorqué : **L-0409-99-03**

Marque : **PRAT**

Type : **WP03**

Genre : **RESP**

Carrosserie : **NON SPEC**

2.3. Remorque n° 2, immatriculée : **FE - 954 - WF** N° VIN : **VF9WP03XBKX637002**

N° de réception par type nationale du véhicule remorqué : **L-0409-99-03**

Marque : **PRAT**

Type : **WP03**

Genre : **RESP**

Carrosserie : **NON SPEC**

2.4. Remorque n° 3, immatriculée : **FE - 465 - WE** N° VIN : **VF9WP03XBKX637003**

N° de réception par type nationale du véhicule remorqué : **L-0409-99-03**

Marque : **PRAT**

Type : **WP03**

Genre : **RESP**

Carrosserie : **NON SPEC**

3. Nombre de passagers transportables en fonction de la catégorie :

	I	II	III	IV
Passagers dans la première remorque :	-	-	25	-
Passagers dans la deuxième remorque :	-	-	25	-
Passagers dans la troisième remorque :	-	-	25	-

Date : **25/03/2019**

Signature ~~DRIEE~~ - ~~DREAL~~ - ~~DEAL~~ - Constructeur (*) :

(*) Barrer la mention inutile.

Société PRAT

100 rue Les Escoffers
26380 Peyrins - France

SAS au Capital de 15245€
Siren 347 949 927 RCS Romans

~~La direction régionale et interdépartementale de l'énergie et de l'environnement (DRIEE) (*)~~
~~La direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) (*)~~
~~La direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) (*)~~
Le constructeur (*)

PROCES-VERBAL DE VISITE TECHNIQUE INITIALE D'UN PETIT TRAIN ROUTIER
(Document à annexer à l'arrêté préfectoral d'autorisation)

1. Catégorie(s) du petit train routier : **3**
2. Composition de l'ensemble en fonction de la catégorie :
 - ~~Catégorie I : 1 véhicule tracteur et ... remorque (s) (*)~~
 - ~~Catégorie II : 1 véhicule tracteur et ... remorque (s) (*)~~
 - Catégorie III : 1 véhicule tracteur et 3 remorque (s) (*)**
 - ~~Catégorie IV : 1 véhicule tracteur et ... remorque (s) (*)~~
- 2.1. Véhicule tracteur N° VIN : **VF9L5D2AXCX637003**
N° de réception par type nationale du véhicule tracteur : **L-0002.11.00**
Marque : **PRAT**
Type : **L5D2AX**
Genre : **VASP**
Carrosserie : **NON SPEC**
Accompagnateur : **1**
- 2.2. Remorque n° 1 N° VIN : **VF9WP03XBCX637003**
N° de réception par type nationale du véhicule remorqué : **L-0409-99-03**
Marque : **PRAT**
Type : **WP03**
Genre : **RESP**
Carrosserie : **NON SPEC**
- 2.3. Remorque n° 2 N° VIN : **VF9WP03XBCX637002**
N° de réception par type nationale du véhicule remorqué : **L-0409-99-03**
Marque : **PRAT**
Type : **WP03**
Genre : **RESP**
Carrosserie : **NON SPEC**
- 2.4. Remorque n° 3 N° VIN : **VF9WP03XBCX637001**
N° de réception par type nationale du véhicule remorqué : **L-0409-99-03**
Marque : **PRAT**
Type : **WP03**
Genre : **RESP**
Carrosserie : **NON SPEC**

3. Nombre de passagers transportables en fonction de la catégorie :

	I	II	III	IV
Passagers dans la première remorque :	-	-	25	-
Passagers dans la deuxième remorque :	-	-	25	-
Passagers dans la troisième remorque :	-	-	25	-

Date : 18/06/2012

Signature DRIEE - DREAL - DEAL - Constructeur (*) :

SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION des Trains Michel PRAT
SARL au Capital de 100.000 Francs
Z.I. - 26380 PEYRINS
Tél. : 75 02 00 12
SIRET 847 040 637

MICHEL PRAT
TRAINS TOURISTIQUES
Z.I. 26380 PEYRINS FRANCE
Tél. (0) 475 020 812
Fax (0) 475 026 511

(*) Barrer la mention inutile.



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Unité Régulation et Contrôle des Transports
Antenne véhicules de Toulon – La Valette
Parc Tertiaire Valgora
Centre Hermès - Lot n° 13
Impasse Louis-Joseph Gay Lussac
83160 LA VALETTE DU VAR

Tél : 04.98.01.25.48
Fax : 04.94.08.40.79

Affaire suivie par : JM GABOURDES
Référence Chrono : 09-283-83 JMG/SP

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Provence Alpes Côte d'Azur

PROCES-VERBAL DE VISITE TECHNIQUE INITIALE D'UN PETIT TRAIN ROUTIER

(Document à annexer à l'Arrêté Préfectoral d'autorisation)

- 1 - Catégorie(s) du petit train routier : **catégorie III.**
- 2 - Composition de l'ensemble en fonction de la catégorie :

Catégorie I : 1 véhicule tracteur et remorque(s) (*)
Catégorie II : 1 véhicule tracteur et remorque(s) (*)
Catégorie III : 1 véhicule tracteur et 3 remorque(s) (*)
Catégorie IV : 1 véhicule tracteur et remorques (*)

2.1. Véhicule tracteur :

Immatriculation : **891 BLH 06**
Numéro de série : **VF9L1D2AX5X637001**
Marque : **PRAT**
Type : **L1D2AXSR**
Genre : **VASP**
Carrosserie : **NON SPEC**
Accompagnateur : **UN**

2.2 Remorque n° 1

Immatriculation : **893 BLH 06**
Numéro de série : **VF9WP03XP5X637001**
Marque : **PRAT**
Type : **WPP03**
Genre : **RESP**
Carrosserie : **NON SPEC**

2.3 Remorque n° 2

Immatriculation : **894 BLH 06**
Numéro de série : **VF9WP03XP5X637002**
Marque : **PRAT**
Type : **WPP03**
Genre : **RESP**
Carrosserie : **NON SPEC**

Ressources, territoires et habitats
Énergie et climat
Prévention des risques
Développement durable
Infrastructures, transports et mer

**Présent
pour
l'avenir**





Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**

Unité Régulation et Contrôle des Transports
Antenne véhicules de Toulon – La Valette
Parc Tertiaire Valgora
Centre Hermès - Lot n° 13
Impasse Louis-Joseph Gay Lussac 24 Remorque n° 3
83160 LA VALETTE DU VAR

Immatriculation : **896 BLH 06**
Numéro de série : **VF9WP03XP5X637003**
Marque : **PRAT**
Type : **WPP03**
Genre : **RESP**
Carrosserie : **NON SPEC**

3. Nombre de passagers transportables en fonction de la catégorie :

	I	II	III	IV
Passagers dans la première remorque :	/	/	24	/
Passagers dans la deuxième remorque :	/	/	24	/
Passagers dans la troisième remorque :	/	/	24	/

La Valette du Var, le 08 octobre 2009

Pour le Directeur et par délégation,
Le Technicien Supérieur de l'Industrie et des Mines

Jean-Michel GABOURDES



Ressources, territoires et habitats
Énergie et climat
Prévention des risques
Développement durable
Infrastructures, transports et mer

**Présent
pour
l'avenir**

Rayer la mention inutile



~~La direction régionale et interdépartementale de l'énergie et de l'environnement (DRIEE) (*)~~
~~La direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) (*)~~
~~La direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) (*)~~
Le constructeur (*)

PROCES-VERBAL DE VISITE TECHNIQUE INITIALE D'UN PETIT TRAIN ROUTIER
(Document à annexer à l'arrêté préfectoral d'autorisation)

1. Catégorie(s) du petit train routier : **4**

2. Composition de l'ensemble en fonction de la catégorie :

~~Catégorie I : 1 véhicule tracteur et ... remorque(s) (*)~~

~~Catégorie II : 1 véhicule tracteur et ... remorque(s) (*)~~

~~Catégorie III : 1 véhicule tracteur et ... remorque(s) (*)~~

Catégorie IV : 1 véhicule tracteur et 3 remorques (*)

2.1. Véhicule tracteur, immatriculé : **GP - 504 - ZY** N° VIN : **VF9LZE4AXPX637002**

N° de réception par type national du véhicule tracteur : **LY-0044-21-00**

Marque : **PRAT**

Type : **LZE4AX**

Genre : **VASP**

Carrosserie : **NON SPEC**

Accompagnateur : **1**

2.2. Remorque n° 1, immatriculée : **GP - 495 - ZY** N° VIN : **VF9WP03XBPX637007**

N° de réception par type nationale du véhicule remorqué : **L-0409-99-03**

Marque : **PRAT**

Type : **WP03**

Genre : **RESP**

Carrosserie : **NON SPEC**

2.3. Remorque n° 2, immatriculée : **GP - 487 - ZY** N° VIN : **VF9WP03XBPX637008**

N° de réception par type nationale du véhicule remorqué : **L-0409-99-03**

Marque : **PRAT**

Type : **WP03**

Genre : **RESP**

Carrosserie : **NON SPEC**

2.4. Remorque n° 3, immatriculée : **GP - 476 - ZY** N° VIN : **VF9WP03XBPX637009**

N° de réception par type nationale du véhicule remorqué : **L-0409-99-03**

Marque : **PRAT**

Type : **WP03**

Genre : **RESP**

Carrosserie : **NON SPEC**

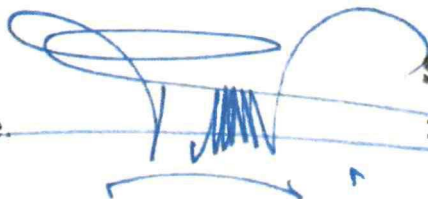
3. Nombre de passagers transportables en fonction de la catégorie :

	I	II	III	IV
Passagers dans la première remorque :	-	-	-	25
Passagers dans la deuxième remorque :	-	-	-	25
Passagers dans la troisième remorque :	-	-	-	25

Date : **3/7/2023**

Signature ~~DRIEE~~ - ~~DREAL~~ - ~~DEAL~~ - Constructeur (*) :

(*) Barrer la mention inutile.



Société PRAT
100 rue Les Escoffers
26380 Peyrins - France
SAS au Capital de 15245€
Siren 347 949 927 RCS Romans



**PRÉFET
DES ALPES-
MARITIMES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction des élections et de la légalité
Bureau des finances des collectivités locales**

Nice, le **- 1 AOUT 2023**

ARRÊTÉ
relatif à la part communale de l'accise sur l'électricité 2023

Le préfet des Alpes-Maritimes,
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** l'article 54 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 ;
- VU** le décret n° 2022-129 du 4 février 2022 relatif à la part communale et à la part départementale de l'accise sur l'électricité ;

CONSIDÉRANT l'article D. 2333-7 du code général des collectivités territoriales qui prévoit que le montant de la part communale de l'accise sur l'électricité est notifié aux collectivités concernées par arrêté du préfet, à partir des éléments de calcul établis par la direction générale des finances publiques ;

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes ;

ARRÊTE :

- Article 1^{er} :** Au titre de l'année 2023, le montant de la part communale de l'accise sur l'électricité alloué aux communes et aux EPCI du département des Alpes-Martitimes figurant dans l'état ci-annexé est de **TRENTE MILLIONS HUIT CENT TRENTE DEUX MILLE TRENTE ET UN EUROS (30 832 031 €)**.
- Article 2 :** L'état ci-annexé précise pour chaque bénéficiaire la formule de calcul de la part communale allouée au titre de l'année 2023 conformément aux dispositions de l'article 54 de la loi n°2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021.
- Article 3 :** L'état ci-annexé précise à titre indicatif la ventilation du montant de la part communale par commune lorsque le bénéficiaire est un EPCI.

.../...

Article 4 : En application des dispositions des articles R.421-1 et R.421-5 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois courant à compter de la publication de cet arrêté, devant le tribunal administratif de Nice, soit par voie postale (18, avenue des fleurs – CS 61039 - 06050 Nice Cedex 1), soit par voie dématérialisée via l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès des services de la préfecture, qui interrompt le délai de recours contentieux jusqu'à intervention de leur réponse.

En outre, en application de l'article L.231-4 du code des relations entre le public et l'administration, « le silence gardé par l'administration pendant deux mois vaut décision de rejet ».

Article 5 : Le préfet des Alpes-Maritimes et le directeur départemental des finances publiques des Alpes-Maritimes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Alpes-Maritimes et dont copie sera adressée aux collectivités bénéficiaires.


*Pour le préfet,
Le Secrétaire Général
SG 4522*
Philippe LOOS

Annexe : Montants de la part communale de l'accise sur l'électricité alloués aux communes et aux EPCI du département des Alpes-Maritimes

(si (g) ≠ 8,5)
Montant de l'accise 2023 = Montant de l'accise 2022 x Majoration automatique x Variation de l'IPC x coefficient applicable en 2022
 8,5

CODE COMMUNE	LIBELLE COMMUNE	CODE BENEFICIAIRE	LIBELLE BENEFICIAIRE	Montant de l'accise 2023 (e)	Montant de l'accise 2022 (f)	Montant de l'accise 2023 (e)	Montant de l'accise 2022 (f)	Coefficient applicable en 2022 (g)	Majoration automatique (1% ou 1,5%) (h)	Variation de l'IPC (i)
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	(e)	(f)	(g)	(h)	(i)
			METROPOLE NCA	1 477 335	1 432 580					
6	ASPREMONT	200030195	METROPOLE NCA	51 646	50 081			8.5	1.015	1.016
9	BAIROLS	200030195	METROPOLE NCA	1 129	1 095			8.5	1.015	1.016
13	BELVEDERE	200030195	METROPOLE NCA	14 459	14 021			8.5	1.015	1.016
20	BOLLENE-VESUBIE (LA)	200030195	METROPOLE NCA	13 921	13 499			8.5	1.015	1.016
21	BONSON	200030195	METROPOLE NCA	13 934	13 512			8.5	1.015	1.016
25	BROC (LE)	200030195	METROPOLE NCA	55 295	53 620			8.5	1.015	1.016
34	CASTAGNIERS	200030195	METROPOLE NCA	57 270	55 535			8.5	1.015	1.016
39	CHATEAUNEUF-VILLEVEILLE	200030195	METROPOLE NCA	15 611	15 138			8.5	1.015	1.016
42	CLANS	200030195	METROPOLE NCA	16 698	16 192			8.5	1.015	1.016
46	COLOMARS	200030195	METROPOLE NCA	70 443	68 309			8.5	1.015	1.016
54	DRAP	200030195	METROPOLE NCA	98 025	95 055			8.5	1.015	1.016
55	DURANUS	200030195	METROPOLE NCA	2 118	2 054			8.5	1.015	1.016
60	FALICON	200030195	METROPOLE NCA	42 220	40 941			8.5	1.015	1.016
65	GAUDE (LA)	200030195	METROPOLE NCA	157 192	152 430			8.5	1.015	1.016
66	GILETTE	200030195	METROPOLE NCA	46 651	45 238			8.5	1.015	1.016
72	ILONSE	200030195	METROPOLE NCA	1 338	1 297			8.5	1.015	1.016
73	ISOLA	200030195	METROPOLE NCA	98 767	95 775			8.5	1.015	1.016
74	LANTOSQUE	200030195	METROPOLE NCA	23 621	22 905			8.5	1.015	1.016
75	LEVENS	200030195	METROPOLE NCA	111 315	107 943			8.5	1.015	1.016
80	MARIE	200030195	METROPOLE NCA	1 648	1 598			8.5	1.015	1.016
102	RIMPLAS	200030195	METROPOLE NCA	2 621	2 542			8.5	1.015	1.016
103	ROQUEBILLIERE	200030195	METROPOLE NCA	39 996	38 784			8.5	1.015	1.016
109	ROQUETTE-SUR-VAR (LA)	200030195	METROPOLE NCA	19 262	18 678			8.5	1.015	1.016
110	ROUBION	200030195	METROPOLE NCA	6 061	5 877			8.5	1.015	1.016
111	ROURE	200030195	METROPOLE NCA	2 720	2 638			8.5	1.015	1.016
117	SAINT-BLAISE	200030195	METROPOLE NCA	20 548	19 926			8.5	1.015	1.016
119	SAINT-DALMAS-LE-SELVAGE	200030195	METROPOLE NCA	3 059	2 966			8.5	1.015	1.016
120	SAINT-ETIENNE-DE-TINEE	200030195	METROPOLE NCA	113 162	109 734			8.5	1.015	1.016
121	SAINT-JEAN-CAP-FERRAT	200030195	METROPOLE NCA	184 697	179 102			8.5	1.015	1.016
126	SAINT-MARTIN-DU-VAR	200030195	METROPOLE NCA	54 345	52 699			8.5	1.015	1.016

CODE COMMUNE	LIBELLE COMMUNE	CODE BENEFICIAIRE	LIBELLE BENEFICIAIRE	Montant de l'accise 2023	Montant de l'accise 2022	Coefficient applicable en 2022	Majoration automatique (1% ou 1,5%)	Variation de l'IPC
127	SAINTE-MARTIN-VESUBIE	200030195	METROPOLE NCA	41 200	39 952	8.5	1.015	1.016
129	SAINTE-SAUVEUR-SUR-TINEE	200030195	METROPOLE NCA	8 464	8 208	8.5	1.015	1.016
144	TOUR-SUR-TINEE(LA)	200030195	METROPOLE NCA	10 386	10 071	8.5	1.015	1.016
146	TOURNEFORT	200030195	METROPOLE NCA	14 353	13 918	8.5	1.015	1.016
151	UTELLE	200030195	METROPOLE NCA	21 037	20 400	8.5	1.015	1.016
153	VALDEBLORE	200030195	METROPOLE NCA	38 820	37 644	8.5	1.015	1.016
156	VENANSON	200030195	METROPOLE NCA	3 303	3 203	8.5	1.015	1.016
		210600045	ANTIBES	2 309 345	2 107 658	.		.
4	ANTIBES	210600045	ANTIBES	2 309 345	2 107 658	8	1.015	1.016
		210600102	BAR-SUR-LOUP (LE)	84 601	77 212	.		.
10	BAR-SUR-LOUP (LE)	210600102	BAR-SUR-LOUP (LE)	84 601	77 212	8	1.015	1.016
		210600110	BEAULIEU-SUR-MER	135 614	131 506	.		.
11	BEAULIEU-SUR-MER	210600110	BEAULIEU-SUR-MER	135 614	131 506	8.5	1.015	1.016
		210600128	BEAUSOLEIL	428 867	415 875	.		.
12	BEAUSOLEIL	210600128	BEAUSOLEIL	428 867	415 875	8.5	1.015	1.016
		210600185	BIOT	382 593	349 179	.		.
18	BIOT	210600185	BIOT	382 593	349 179	8	1.015	1.016
		210600235	BREIL-SUR-ROYA	70 994	64 794	.		.
23	BREIL-SUR-ROYA	210600235	BREIL-SUR-ROYA	70 994	64 794	8	1.015	1.016
		210600276	CAGNES-SUR-MER	1 159 859	1 124 723	.		.
27	CAGNES-SUR-MER	210600276	CAGNES-SUR-MER	1 159 859	1 124 723	8.5	1.015	1.016
		210600292	CANNES	2 269 219	2 200 476	.		.
29	CANNES	210600292	CANNES	2 269 219	2 200 476	8.5	1.015	1.016
		210600300	CANNET (LE)	888 349	861 438	.		.
30	CANNET (LE)	210600300	CANNET (LE)	888 349	861 438	8.5	1.015	1.016
		210600318	CANTARON	41 674	38 034	.		.
31	CANTARON	210600318	CANTARON	41 674	38 034	8	1.015	1.016
		210600326	CAP-D'AIL	167 479	152 852	.		.
32	CAP-D'AIL	210600326	CAP-D'AIL	167 479	152 852	8	1.015	1.016
		210600334	CARROS	328 382	318 434	.		.
33	CARROS	210600334	CARROS	328 382	318 434	8.5	1.015	1.016
		210600383	CHATEAUNEUF-GRASSE	154 919	150 226	.		.
38	CHATEAUNEUF-GRASSE	210600383	CHATEAUNEUF-GRASSE	154 919	150 226	8.5	1.015	1.016
		210600441	COLLE-SUR-LOUP (LA)	307 795	298 471	.		.
44	COLLE-SUR-LOUP (LA)	210600441	COLLE-SUR-LOUP (LA)	307 795	298 471	8.5	1.015	1.016
		210600482	CONTES	213 998	207 515	.		.
48	CONTES	210600482	CONTES	213 998	207 515	8.5	1.015	1.016
		210600599	EZE	163 866	158 902	.		.
59	EZE	210600599	EZE	163 866	158 902	8.5	1.015	1.016
		210600649	GATTIERES	131 443	127 461	.		.
64	GATTIERES	210600649	GATTIERES	131 443	127 461	8.5	1.015	1.016

CODE COMMUNE	LIBELLE COMMUNE	CODE BENEFICIAIRE	LIBELLE BENEFICIAIRE	Montant de l'accise 2023	Montant de l'accise 2022	Coefficient applicable en 2022	Majoration automatique (1% ou 1,5%)	Variation de l'IPC
69	GRASSE	210600698	GRASSE	1 271 357	1 232 843	8.5	1.015	1.016
79	MANDELIEU-LA-NAPOULE	210600797	MANDELIEU-LA-NAPOULE	835 081	809 783	8.5	1.015	1.016
83	MENTON	210600839	MENTON	841 190	815 707	8.5	1.015	1.016
84	MOUANS-SARTOUX	210600847	MOUANS-SARTOUX	423 780	410 942	8.5	1.015	1.016
85	MOUGINS	210600854	MOUGINS	886 313	859 463	8.5	1.015	1.016
88	NICE	210600888	NICE	7 813 897	7 577 186	8.5	1.015	1.016
90	PEGOMAS	210600904	PEGOMAS	222 048	215 321	8.5	1.015	1.016
95	PEYMEINADE	210600953	PEYMEINADE	270 922	262 715	8.5	1.015	1.016
104	ROQUEBRUNE-CAP-MARTIN	210601043	ROQUEBRUNE-CAP-MARTIN	458 579	444 687	8.5	1.015	1.016
105	ROQUEFORT-LES-PINS	210601050	ROQUEFORT-LES-PINS	292 426	283 567	8.5	1.015	1.016
108	ROQUETTE-SUR-SIAGNE (LA)	210601084	ROQUETTE-SUR-SIAGNE (LA)	161 992	157 085	8.5	1.015	1.016
112	ROURET (LE)	210601126	ROURET (LE)	134 209	130 143	8.5	1.015	1.016
114	SAINT-ANDRE-DE-LA-ROCHE	210601142	SAINT-ANDRE-DE-LA-ROCHE	103 461	94 425	8	1.015	1.016
122	SAINT-JEANNET	210601225	SAINT-JEANNET	141 827	137 531	8.5	1.015	1.016
123	SAINT-LAURENT-DU-VAR	210601233	SAINT-LAURENT-DU-VAR	848 529	822 824	8.5	1.015	1.016
128	SAINT-PAUL	210601282	SAINT-PAUL	194 629	188 733	8.5	1.015	1.016
138	THEOULE-SUR-MER	210601381	THEOULE-SUR-MER	155 892	142 277	8	1.015	1.016
147	TOURRETTE-LEVENS	210601472	TOURRETTE-LEVENS	131 904	120 384	8	1.015	1.016
149	TRINITE (LA)	210601498	TRINITE (LA)	243 004	221 781	8	1.015	1.016
152	VALBONNE	210601522	VALBONNE	461 577	447 594	8.5	1.015	1.016

CODE COMMUNE	LIBELLE COMMUNE	CODE BENEFICIAIRE	LIBELLE BENEFICIAIRE	Montant de l'accise 2023	Montant de l'accise 2022	Coefficient applicable en 2022	Majoration automatique (1% ou 1,5%)	Variation de l'IPC
155	VALLAURIS	210601555	VALLAURIS	851 731	825 929	.		.
		210601555	VALLAURIS	851 731	825 929	8.5	1.015	1.016
157	VENCE	210601571	VENCE	596 172	578 112	.		.
		210601571	VENCE	596 172	578 112	8.5	1.015	1.016
159	VILLEFRANCHE-SUR-MER	210601597	VILLEFRANCHE-SUR-MER	238 654	231 424	.		.
		210601597	VILLEFRANCHE-SUR-MER	238 654	231 424	8.5	1.015	1.016
161	VILLENEUVE-LOUBET	210601613	VILLENEUVE-LOUBET	567 289	550 104	.		.
		210601613	VILLENEUVE-LOUBET	567 289	550 104	8.5	1.015	1.016
		250601879	SICTIAM	1 969 236	1 919 034	.		.
1	AIGLUN	250601879	SICTIAM	1 844	1 797	8.5	1.010	1.016
2	AMIRAT	250601879	SICTIAM	509	496	8.5	1.010	1.016
3	ANDON	250601879	SICTIAM	14 467	14 098	8.5	1.010	1.016
5	ASCROS	250601879	SICTIAM	4 463	4 349	8.5	1.010	1.016
7	AURIBEAU-SUR-SIAGNE	250601879	SICTIAM	64 005	62 373	8.5	1.010	1.016
8	AUVARE	250601879	SICTIAM	430	419	8.5	1.010	1.016
14	BENDEJUN	250601879	SICTIAM	13 337	12 997	8.5	1.010	1.016
15	BERRE-LES-ALPES	250601879	SICTIAM	25 126	24 485	8.5	1.010	1.016
16	BEUIL	250601879	SICTIAM	20 109	19 596	8.5	1.010	1.016
17	BEAUDUN-LES-ALPES	250601879	SICTIAM	5 230	5 097	8.5	1.010	1.016
19	BLAUSASC	250601879	SICTIAM	349 875	340 956	8.5	1.010	1.016
22	BOUYON	250601879	SICTIAM	11 898	11 595	8.5	1.010	1.016
24	BRIANCONNET	250601879	SICTIAM	3 969	3 868	8.5	1.010	1.016
26	CABRIS	250601879	SICTIAM	42 516	41 432	8.5	1.010	1.016
28	CAILLE	250601879	SICTIAM	11 288	11 000	8.5	1.010	1.016
35	CASTELLAR	250601879	SICTIAM	28 267	27 546	8.5	1.010	1.016
36	CASTILLON	250601879	SICTIAM	7 233	7 049	8.5	1.010	1.016
37	CAUSSOLS	250601879	SICTIAM	7 196	7 013	8.5	1.010	1.016
40	CHATEAUNEUF-D'ENTRAUNES	250601879	SICTIAM	1 085	1 057	8.5	1.010	1.016
41	CIPIERES	250601879	SICTIAM	10 326	10 063	8.5	1.010	1.016
43	COARAZE	250601879	SICTIAM	14 420	14 052	8.5	1.010	1.016
45	COLLONGUES	250601879	SICTIAM	1 257	1 225	8.5	1.010	1.016
47	CONSEGUDES	250601879	SICTIAM	1 616	1 575	8.5	1.010	1.016
49	COURMES	250601879	SICTIAM	2 498	2 434	8.5	1.010	1.016
50	COURSEGOULES	250601879	SICTIAM	10 097	9 840	8.5	1.010	1.016
51	CROIX-SUR-ROUDOULE (LA)	250601879	SICTIAM	1 721	1 677	8.5	1.010	1.016
52	CUEBRIS	250601879	SICTIAM	2 056	2 004	8.5	1.010	1.016
53	DALUIS	250601879	SICTIAM	2 124	2 070	8.5	1.010	1.016
56	ENTRAUNES	250601879	SICTIAM	2 941	2 866	8.5	1.010	1.016
57	ESCARENE (L')	250601879	SICTIAM	44 148	43 023	8.5	1.010	1.016

CODE COMMUNE	LIBELLE COMMUNE	CODE BENEFICIAIRE	LIBELLE BENEFICIAIRE	Montant de l'accise 2023	Montant de l'accise 2022	Coefficient applicable en 2022	Majoration automatique (1% ou 1,5%)	Variation de l'IPC
58	ESCRAGNOLLES	250601879	SICTIAM	10 479	10 212	8.5	1.010	1.016
61	FERRES (LES)	250601879	SICTIAM	1 961	1 911	8.5	1.010	1.016
62	FONTAN	250601879	SICTIAM	8 525	8 308	8.5	1.010	1.016
63	GARS	250601879	SICTIAM	1 164	1 134	8.5	1.010	1.016
67	GORBIO	250601879	SICTIAM	29 195	28 451	8.5	1.010	1.016
68	GOURDON	250601879	SICTIAM	19 602	19 102	8.5	1.010	1.016
70	GREOLIERES	250601879	SICTIAM	16 955	16 523	8.5	1.010	1.016
71	GUILLAUMES	250601879	SICTIAM	26 002	25 339	8.5	1.010	1.016
76	LIEUCHE	250601879	SICTIAM	738	719	8.5	1.010	1.016
77	LUCERAM	250601879	SICTIAM	24 748	24 117	8.5	1.010	1.016
78	MALAUSSENE	250601879	SICTIAM	9 620	9 375	8.5	1.010	1.016
81	MAS (LE)	250601879	SICTIAM	2 627	2 560	8.5	1.010	1.016
82	MASSOINS	250601879	SICTIAM	3 250	3 167	8.5	1.010	1.016
86	MOULINET	250601879	SICTIAM	5 275	5 141	8.5	1.010	1.016
87	MUJOLS (LES)	250601879	SICTIAM	491	478	8.5	1.010	1.016
89	OPIO	250601879	SICTIAM	83 163	81 043	8.5	1.010	1.016
91	PEILLE	250601879	SICTIAM	72 254	70 412	8.5	1.010	1.016
92	PEILLON	250601879	SICTIAM	25 906	25 246	8.5	1.010	1.016
93	PENNE (LA)	250601879	SICTIAM	4 641	4 523	8.5	1.010	1.016
94	PEONE	250601879	SICTIAM	47 826	46 607	8.5	1.010	1.016
96	PIERLAS	250601879	SICTIAM	886	863	8.5	1.010	1.016
97	PIERREFEU	250601879	SICTIAM	5 889	5 739	8.5	1.010	1.016
98	PUGET-ROSTANG	250601879	SICTIAM	2 293	2 235	8.5	1.010	1.016
99	PUGET-THENIERS	250601879	SICTIAM	44 724	43 584	8.5	1.010	1.016
100	REVEST-LES-ROCHES	250601879	SICTIAM	4 800	4 678	8.5	1.010	1.016
101	RIGAUD	250601879	SICTIAM	4 269	4 160	8.5	1.010	1.016
106	ROQUESTERON	250601879	SICTIAM	9 727	9 479	8.5	1.010	1.016
107	ROQUESTERON-GRASSE	250601879	SICTIAM	1 317	1 283	8.5	1.010	1.016
113	SAINTE-AGNES	250601879	SICTIAM	24 075	23 461	8.5	1.010	1.016
115	SAINTE-ANTONIN	250601879	SICTIAM	1 672	1 629	8.5	1.010	1.016
116	SAINTE-AUBAN	250601879	SICTIAM	6 238	6 079	8.5	1.010	1.016
118	SAINTE-CEZAIRE-SUR-SIAGNE	250601879	SICTIAM	99 254	96 724	8.5	1.010	1.016
124	SAINTE-LEGER	250601879	SICTIAM	1 171	1 141	8.5	1.010	1.016
125	SAINTE-MARTIN-D'ENTRAUNES	250601879	SICTIAM	3 041	2 963	8.5	1.010	1.016
130	SAINTE-VALLIER-DE-THIERY	250601879	SICTIAM	72 188	70 348	8.5	1.010	1.016
131	SALLAGRIFFON	250601879	SICTIAM	1 125	1 096	8.5	1.010	1.016
132	SAORGE	250601879	SICTIAM	8 927	8 699	8.5	1.010	1.016
133	SAUZE	250601879	SICTIAM	1 388	1 353	8.5	1.010	1.016
134	SERANON	250601879	SICTIAM	14 357	13 991	8.5	1.010	1.016

CODE COMMUNE	LIBELLE COMMUNE	CODE BENEFICIAIRE	LIBELLE BENEFICIAIRE	Montant de l'accise 2023	Montant de l'accise 2022	Coefficient applicable en 2022	Majoration automatique (1% ou 1,5%)	Variation de l'IPC
135	SIGALE	250601879	SICTIAM	4 137	4 032	8.5	1.010	1.016
136	SOSPEL	250601879	SICTIAM	87 362	85 135	8.5	1.010	1.016
137	SPERACEDES	250601879	SICTIAM	31 393	30 593	8.5	1.010	1.016
139	THIERY	250601879	SICTIAM	792	772	8.5	1.010	1.016
140	TIGNET (LE)	250601879	SICTIAM	72 838	70 981	8.5	1.010	1.016
141	TOUDON	250601879	SICTIAM	5 818	5 670	8.5	1.010	1.016
142	TOUET-DE-L'ESCARENE	250601879	SICTIAM	4 980	4 853	8.5	1.010	1.016
143	TOUET-SUR-VAR	250601879	SICTIAM	12 851	12 523	8.5	1.010	1.016
145	TOURETTE-DU-CHATEAU	250601879	SICTIAM	3 306	3 222	8.5	1.010	1.016
148	TOURRETTES-SUR-LOUP	250601879	SICTIAM	118 422	115 403	8.5	1.010	1.016
150	TURBIE (LA)	250601879	SICTIAM	131 469	128 117	8.5	1.010	1.016
154	VALDEROURE	250601879	SICTIAM	10 655	10 383	8.5	1.010	1.016
158	VILLARS-SUR-VAR	250601879	SICTIAM	13 583	13 237	8.5	1.010	1.016
160	VILLENEUVE-D'ENTRAUNES	250601879	SICTIAM	1 750	1 705	8.5	1.010	1.016
162	BRIGUE (LA)	250601879	SICTIAM	14 853	14 474	8.5	1.010	1.016
163	TENDE	250601879	SICTIAM	47 213	46 009	8.5	1.010	1.016
TOTAUX				30 832 031	29 696 930			



**PRÉFET
DES ALPES-
MARITIMES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction des élections et de la légalité
Bureau des finances des collectivités locales**

Nice, le **1 AOUT 2023**

**ARRÊTÉ
relatif à la part départementale de l'accise sur l'électricité 2023.**

Le préfet des Alpes-Maritimes
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** l'article 54 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 ;
Vu le décret n° 2022-129 du 4 février 2022 relatif à la part communale et à la part départementale de l'accise sur l'électricité ;

CONSIDÉRANT l'article D. 3333-2 du code général des collectivités territoriales qui prévoit que le montant de la part départementale de l'accise sur l'électricité est notifié aux collectivités concernées par arrêté du préfet, à partir des éléments de calcul établis par la direction générale des finances publiques ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Au titre de l'année 2023, le montant de la part départementale de l'accise sur l'électricité alloué au conseil départemental des Alpes-Maritimes est de **ONZE MILLIONS NEUF CENT TRENTE NEUF MILLE QUATRE CENT DIX SEPT EUROS (11 939 417 €)**.

Article 2 : La formule de calcul de la part départementale allouée au titre de l'année 2023 conformément aux dispositions de l'article 54 de la loi n°2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 est la suivante :

$$\text{Montant de l'accise}_N = \frac{\text{Montant de l'accise}_{N-1}}{\text{Quantité d'électricité fournie}_{N-3}} \times \frac{\text{Quantité d'électricité fournie}_{N-2}}{\text{Quantité d'électricité fournie}_{N-3}} \times \text{Variation de l'IPC}$$

Le montant de l'accise₂₀₂₂ est de 11 029 189 €.
La quantité d'électricité fournie en 2021 était de 6 759 173 064.
La quantité d'électricité fournie en 2020 était de 6 574 797 504.
La variation de l'IPC s'est élevée à **1,053 %**.

.../...

Article 3 : En application des dispositions des articles R.421-1 et R.421-5 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de la publication de cet arrêté, devant le tribunal administratif de Nice, soit par voie postale (18, avenue des fleurs – CS 61039 - 06050 Nice Cedex 1), soit par voie dématérialisée via l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès des services de la préfecture, qui interrompt le délai de recours contentieux jusqu'à intervention de leur réponse.

En outre, en application de l'article L.231-4 du code des relations entre le public et l'administration, « le silence gardé par l'administration pendant deux mois vaut décision de rejet ».

Article 4 : Le préfet des Alpes-Maritimes et le directeur départemental des finances publiques des Alpes-Maritimes sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Alpes-Maritimes et dont copie sera adressée aux collectivités bénéficiaires.


Pour le préfet,
Le Secrétaire Général
SG 4522
Philippe LOOS

TICFE 2023-Accise départementale

ANNEE	DEPARTEMENT	TYPE	SIREN AFFECTATAIRE	LIBELLE AFFECTATAIRE	MONTANT ACCISE_N	MONTANT ACCISE_N-1	CONSO ELECT_N-2	CONSO ELECT_N-3	IPC
2023	6	D	220600019	DEP ALPES-MARITIMES	11 939 417	11 029 189	6 759 173 064	6 574 797 504	1.053



**PRÉFET
DES ALPES-
MARITIMES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Cabinet du Préfet
Direction des sécurités
Service interministériel de défense
et de protection civiles

Nice, le **01 AOUT 2023**

AP N° : 2023 - 591

**ARRÊTÉ MODIFICATIF À L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2022 – 717
PORTANT AGRÉMENT À L'ACADÉMIE FRANCAISE DE FORMATION A LA SÉCURITÉ
POUR LA FORMATION DU PERSONNEL PERMANENT DE SÉCURITÉ INCENDIE
DANS LES ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC ET LES IMMEUBLES DE
GRANDE HAUTEUR**

Le préfet des Alpes-Maritimes
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de la construction et de l'habitation ;

VU le code du travail ;

VU l'arrêté ministériel du 18 octobre 1977 modifié portant règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique ;

VU l'arrêté ministériel du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

VU l'arrêté ministériel du 2 mai 2005 modifié relatif aux missions, à l'emploi et à la qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur ;

VU l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 modifiant l'arrêté du 2 mai 2005 sus visé ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2022-717 en date du 25 août 2022 portant agrément à l'académie française de formation à la sécurité sise 214 boulevard du Mercantour – Immeuble Nice-Matin – 06 200 Nice, pour assurer la formation aux 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} degrés de qualification du personnel permanent du service de sécurité incendie et d'assistance à personnes (SSIAP) des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur ;

VU la demande en date du 27 juillet 2023 de l'académie française de formation à la sécurité, de changement de gérant de la société ;

SUR proposition de monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet :

ARRÊTE

ARTICLE 1 : l'annexe jointe au présent arrêté annule et remplace celle de l'arrêté préfectoral susvisé.

ARTICLE 2 : les autres dispositions de l'arrêté d'agrément n° 2022-717 en date du 25 août 2022 susvisé restent inchangées.

ARTICLE 3 :

- le présent arrêté, pourra faire l'objet, dans le délai de 2 mois suivant sa publication :
 - x soit d'un recours gracieux, auprès du préfet des Alpes-Maritimes, direction des sécurités, SIDPC ;
 - x soit d'un recours hiérarchique, auprès du ministre de l'intérieur, direction des libertés publiques et des affaires juridiques, service du conseil juridique et du contentieux, bureau du contentieux des polices administratives.

L'absence de réponse dans le délai de 2 mois vaut décision implicite de rejet.

- le présent arrêté pourra faire également l'objet d'un recours contentieux :
 - x soit par voie postale, devant le tribunal administratif de Nice, 18, av des Fleurs, 06 000 NICE ;
 - x soit par voie dématérialisée, via le site Internet <https://www.telerecours.fr> :
 - ✓ dans le délai de 2 mois suivant sa publication ;
 - ✓ ou dans le délai de 2 mois suivant la réponse (tacite ou expresse) de l'administration au recours administratif.

ARTICLE 4 : le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs (RAA) de la préfecture des Alpes-Maritimes.

ARTICLE 5 : le sous-préfet, directeur de cabinet, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, et les responsables de l'académie française de formation à la sécurité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Four le Préfet,
La directrice adjointe des sécurités

D 2023 1777

Adéline PICCO

ANNEXE À L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°2023 - 591
**PORTANT AGRÉMENT À L'ACADÉMIE FRANCAISE DE FORMATION A LA SÉCURITÉ POUR
LA FORMATION DU PERSONNEL PERMANENT DE SÉCURITÉ INCENDIE DANS LES
ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC ET LES IMMEUBLES DE GRANDE HAUTEUR**

Représentant légal : Monsieur GNINGUE Ismaël

Siège social et lieu de formation : 214 boulevard du Mercantour – 06 200 Nice – Immeuble Nice Matin

Convention de visite de site : 214 boulevard du Mercantour – 06 200 Nice – Immeuble Nice Matin

Lieu d'exercices sur feu réel : 214 boulevard du Mercantour – 06 200 Nice – Immeuble Nice Matin

Liste des formateurs rattaché à l'établissement :

Formateurs Prévention SSIAP rattachés à l'établissement				
Nom - Prénom	Date et lieu de naissance	Diplômes secourisme	Diplômes ERP/IGH	Divers
Michael VIGNERON	07/05/1984 à Antibes (06)	Formateur SST délivré le 29/04/2022	S.S.I.A.P 3 délivré le 23/02/2021	
Houcine BOUDIA	27/07/1991 à Antibes (06)	Formateur SST délivré le 29/10/2020	S.S.I.A.P 3 délivré le 28/06/2018 RAN le 17/12/2021	
Jean-Jacques ALAIS	12/09/1958 à Argenton (36)	Formateur SST délivré le 14/04/2022	S.S.I.A.P 2 délivré le 18/10/2019 REC 20/06/2022	

S.S.I.A.P. 1 : Diplôme d'agent des Services de Sécurité Incendie et d'Assistance à Personnes

S.S.I.A.P. 2 : Diplôme de Chef d'équipe des services de Sécurité Incendie et d'Assistance à Personnes

S.S.I.A.P 3 : Diplôme de Chef des Services de Sécurité Incendie et d'Assistance à Personnes

SST : Sauvetage secourisme du travail

Mise à jour : 01/10/2023

Nice, le 02 août 2023

N°2023-596

**Arrêté portant réquisition
des parcelles cadastrées section AK n°327 et n°329
sises avenue Jean Mermoz à Mandelieu-la-Napoule (06210),
(Propriétés de M. Laurent GUIGLION).**

**Le Préfet des Alpes-Maritimes
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2215-1 (4°) ;

VU la loi n°2000-614 du 05 juillet 2000 modifiée relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements, notamment son article 43 ;

VU le décret n°2019-171 du 5 mars 2019 relatif aux aires de grand passage ;

VU le décret du 24 avril 2019 portant nomination de Monsieur Bernard GONZALEZ en qualité de préfet des Alpes-Maritimes (hors classe) ;

VU l'arrêté préfectoral n°2015-411 du 15 juillet 2015 approuvant le schéma départemental d'accueil des gens du voyage des Alpes-Maritimes ;

VU la circulaire NOR IOMD2308893J du 24 avril 2023 relative à l'instruction de la préparation des stationnements des grands groupes de gens du voyage ;

CONSIDÉRANT l'arrivée annoncée de 60 caravanes maximum double essieu soit un total de 90 à 100 caravanes appartenant au groupe DEMETER du 7 août au 21 août 2023 sur le terrain ALGORA de Mandelieu-la-Napoule section AK n°327 et 329, appartenant à Monsieur Laurent GUIGLION, sises avenue Jean Mermoz à Mandelieu-la-Napoule (06210) ;

CONSIDÉRANT toutefois qu'à ce jour, aucun terrain permettant d'accueillir les grands passages n'a été identifié dans le département des Alpes-Maritimes ;

CONSIDÉRANT en outre que l'absence de solution de stationnement est susceptible d'une part, d'occasionner sur le territoire départemental d'importantes perturbations de la circulation et de la sécurité routière, d'autre part, de porter atteinte à la tranquillité, la salubrité et la sécurité publiques ;

CONSIDÉRANT dès lors la nécessité de fixer le séjour des participants à ce grand passage sur un terrain compatible avec leur accueil ;

Sur proposition du sous-préfet de l'arrondissement de Grasse ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Les parcelles cadastrées section AK n°327 et 329 appartenant à Monsieur Laurent GUIGLION, sises avenue Jean Mermoz à Mandelieu-la-Napoule (06210) sont réquisitionnées comme aire temporaire de grand passage temporaire pour l'hébergement d'urgence pour l'accueil d'un groupe d'environ 60 caravanes double essieu soit un total de 90 à 100 caravanes de gens du voyage.

Article 2 : Cette réquisition prend effet à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture des Alpes-Maritimes et cessera de produire ses effets au 21 août 2023 à midi au plus tard.

Article 3 : Sous la responsabilité du représentant de l'État dans le département, les propriétaires du terrain effectueront un constat contradictoire à l'arrivée et au départ des gens du voyage.

Le responsable du groupe et les propriétaires des parcelles concernées cosigneront un protocole d'occupation temporaire dont un exemplaire est joint au présent arrêté, précisant notamment la durée du séjour et le montant de la contribution supportée par le groupe pour l'occupation du terrain visé à l'article 1^{er} pour les frais liés à l'exploitation du terrain ainsi que pour les frais de remise en état du terrain.

Article 4 : La commune de Mandelieu-la-Napoule et la Communauté d'Agglomération de Cannes Pays de Lérins (CACPL) s'assureront de la mise à disposition pour le groupe de gens du voyage qui prendra en charge l'ensemble des questions liées aux branchements électriques.

Article 5 : La Communauté d'Agglomération de Cannes Pays de Lérins (CACPL) devra prévoir, lors du stationnement des gens du voyage sur ces parcelles, le ramassage des ordures ménagères.

Article 6 : À défaut d'exécution du présent ordre de réquisition, il pourra être procédé à son exécution d'office.

Toute entrave à la présente réquisition est passible des sanctions pénales prévues à l'article L.2215-1 du code général des collectivités territoriales.

Article 7 : Les faits matériels, directs et certains, résultant de l'application du présent arrêté feront l'objet d'une rétribution des propriétaires concernés par les occupants du terrain.

Article 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification :

- d'un recours administratif gracieux auprès de M. le préfet des Alpes-Maritimes (*centre administratif départemental - 174, boulevard du Mercantour - 06286 Nice cedex 3*) ou hiérarchique auprès de M. le ministre de l'Intérieur et des Outre-Mer (*place Beauvau - 75800 Paris*) ;
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nice (*18, avenue des fleurs - 06050 Nice cedex 1*) le cas échéant par voie dématérialisée à l'adresse suivante : (<http://www.telerecours.fr>).

En cas de recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux est interrompu jusqu'au rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours. Un rejet est considéré comme explicite ou implicite au terme d'un silence gardé par l'administration pendant deux mois.

Article 9 : Le préfet des Alpes-Maritimes, le maire de Mandelieu-la-Napoule et le président de la communauté d'agglomération de Cannes Pays de Lérins sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, applicable dès sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture des Alpes-Maritimes qui sera par ailleurs transmis à M. le procureur de la République près le tribunal judiciaire de Grasse.


Pour le préfet,
Le Secrétaire Général
SG 4522
Philippe LOOS

Nice, le 02 août 2023

N°2023-597

**Arrêté portant réquisition de « force 06 » aux fins de procéder
au désherbage et au débroussaillage des parcelles cadastrées
section AK n°327 et n°329 sises avenue Jean Mermoz
à Mandelieu-la-Napoule (06210)
(Propriétés de Monsieur Laurent GUIGLION)**

**Le Préfet des Alpes-Maritimes
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2215-1 (4°) ;

VU la loi n°2000-614 du 05 juillet 2000 modifiée relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements, notamment son article 43 ;

VU le décret n° 2019-171 du 5 mars 2019 relatif aux aires de grand passage ;

VU le décret du 24 avril 2019 portant nomination de Monsieur Bernard GONZALEZ en qualité de préfet des Alpes-Maritimes (hors classe) ;

VU l'arrêté préfectoral n°2015-411 du 15 juillet 2015 approuvant le schéma départemental d'accueil des gens du voyage des Alpes-Maritimes ;

VU la circulaire NOR IOMD2308893J du 24 avril 2023 relative à l'instruction de la préparation des stationnements des grands groupes de gens du voyage ;

VU l'arrêté préfectoral n°2023-596 du 02 août 2023 ;

CONSIDÉRANT l'arrivée annoncée de 60 caravanes maximum double essieu soit un total de 90 à 100 caravanes appartenant au groupe DEMETER du 7 août au 21 août 2023 sur le terrain ALGORA de Mandelieu-la-Napoule section AK n°327 et 329, appartenant à

Monsieur Laurent GUIGLION, sises avenue Jean Mermoz à Mandelieu-la-Napoule (06210) ;

CONSIDÉRANT toutefois qu'à ce jour, aucun terrain permettant d'accueillir les grands passages n'a été identifié dans le département des Alpes-Maritimes ;

CONSIDÉRANT en outre que l'absence de solution de stationnement est susceptible d'une part, d'occasionner sur le territoire départemental d'importantes perturbations de la circulation et de la sécurité routière, d'autre part, de porter atteinte à la tranquillité, la salubrité et la sécurité publiques ;

CONSIDÉRANT dès lors la nécessité de fixer le séjour des participants à ce grand passage sur un terrain compatible avec leur accueil ;

CONSIDÉRANT que les parcelles cadastrées section AK n°327 et 329 situées avenue Jean Mermoz à Mandelieu-la-Napoule (06210), sont compatibles avec un accueil temporaire et urgent d'un groupe de 60 caravanes double essieu soit au total 90 à 100 caravanes ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de procéder à la réquisition des parcelles en cause ;

CONSIDÉRANT que leur utilisation nécessite préalablement à toute installation leur désherbage et leur débroussaillage ;

CONSIDÉRANT que, sur le fondement des dispositions de l'article L.2215-1 (4°) précité du code général des collectivités territoriales, le préfet peut requérir tout service ou bien ;

Sur proposition du sous-préfet de l'arrondissement de Grasse

ARRÊTE

Article 1^{er} : « FORCE 06 » est réquisitionnée aux fins de procéder au désherbage et au débroussaillage des parcelles cadastrées section AK n°327 et 329, sises avenue Jean Mermoz à Mandelieu-la-Napoule (06210), lesquelles ont été réquisitionnées par ailleurs comme aire temporaire de grand passage pour l'hébergement d'urgence et l'accueil d'un groupe d'environ 60 caravanes de gens du voyage double essieu soit au total 90 à 100 caravanes.

Article 2 : Cette réquisition prend effet à compter de la notification du présent arrêté au président du conseil départemental des Alpes-Maritimes et cessera de produire ses effets le 21 août 2023 .

Article 3 : Une convention déterminera les conditions dans lesquelles seront rétribuées les interventions réalisées par « FORCE 06 » dans le cadre de cette réquisition.

Article 4 : Toute entrave à la présente réquisition est passible des sanctions pénales prévues à l'article L.2215-1 du code général des collectivités territoriales.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification :

- d'un recours administratif gracieux auprès de M. le préfet des Alpes-Maritimes (*centre administratif départemental - 174, boulevard du Mercantour - 06286 Nice cedex 3*) ou hiérarchique auprès de M. le ministre de l'Intérieur et des Outre-Mer (*place Beauvau - 75800 Paris*) ;
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nice (*18, avenue des fleurs - 06050 Nice cedex 1*) le cas échéant par voie dématérialisée à l'adresse suivante : (<http://www.telerecours.fr>).

En cas de recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux est interrompu jusqu'au rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours. Un rejet est considéré comme explicite ou implicite au terme d'un silence gardé par l'administration pendant deux mois.

Article 6 : Le préfet des Alpes-Maritimes et le président du conseil départemental des Alpes-Maritimes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Alpes-Maritimes.

Pour le préfet,
Le Secrétaire Général
SG 4522



Philippe LOOS

S O M M A I R E

D.D.I.....	2
D.D.T.M.....	2
Transports et Deplacements.....	2
AP 2023.128 regl.police teleski Camp Argent Turini.....	2
AP 2023.127 aut.exploit.6 trains touristiques Cannes.....	7
PV initiaux des 6 trains.....	13
Prefecture des Alpes-Maritimes.....	20
Direction Elections et Legalite.....	20
Finances collectivites locales.....	20
AP notif part communale 2023.....	20
AP notif part departementale 2023.....	28
S.I.D.P.C.....	32
Securite Secours.....	32
AP 2023.591 agrement AFS.....	32
Sous Prefecture de Grasse.....	35
Svce coordination politiques publiques.....	35
politique de la ville.....	35
AP 2023.596 requis.parcelles AK327.329 Mandelieu.....	35
AP 2023.597 requis.Force06 desherbage Mandelieu.....	38

Index Alphabétique

AP 2023.127 aut.exploit.6 trains touristiques Cannes.....	7
AP 2023.128 regl.police teleski Camp Argent Turini.....	2
AP 2023.591 agrement AFS.....	32
AP 2023.596 requis.parcelles AK327.329 Mandelieu.....	35
AP 2023.597 requis.Force06 desherbage Mandelieu.....	38
AP notifié part communale 2023.....	20
AP notifié part départementale 2023.....	28
PV initiaux des 6 trains.....	13
D.D.T.M.....	2
Direction Elections et Legalite.....	20
S.I.D.P.C.....	32
Svce coordination politiques publiques.....	35
D.D.I.....	2
Prefecture des Alpes-Maritimes.....	20
Sous Prefecture de Grasse.....	35